

La BMCE Bank prête à financer l'amélioration des chaînes de valeur

« Nous sommes ici pour des décades, des engagements à long terme ! ». C'est ce qu'a indiqué Othman Benjelloun, Président Directeur Général de la BMCE Bank, lors de sa rencontre avec le ministre des Finances et du Budget, Gervais Rakotoarimanana, le 22 novembre dernier. En effet, les représentants de la banque ont exprimé leur volonté d'accompagner le développement économique de Madagascar, à travers des services financiers pour les particuliers, les entreprises et l'Etat. A noter que

la BOA, filiale de cette banque est présente dans toutes les régions de la Grande-île, jusque dans les régions reculées, et peut financer les activités agricoles, les PME pour l'amélioration des chaînes de valeur, etc. Pour le ministre Gervais Rakotoarimanana, beaucoup reste à faire, surtout au niveau des financements pour les agriculteurs et les petites et moyennes entreprises, afin de favoriser les activités de production et de transformation. « Nous voulons améliorer les chaînes de valeur dans



le secteur de l'agriculture. L'objectif est de promouvoir les activités de transformations pour que l'agriculture soit un vrai business, mais non plus une activité de subsistance », a indiqué le ministre. De leur côté, les membres de la délégation de la BMCE Bank ont affirmé qu'ils ont des services à offrir, dans cette optique.

© C&M COMMUNICATION - CABINET - MB

Le Groupe de la BAD fortement engagé dans sa coopération avec Madagascar

Le président du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) a pris un engagement personnel, lors de sa première visite à Madagascar, pour sortir ce pays de la pauvreté. Cet engagement va jusqu'à l'adoption d'un enfant de Betafo, qui rêve de devenir médecin.



Plusieurs projets dans divers secteurs d'activités seront lancés, en partenariat avec la BAD. En effet, les priorités de cette institution, pour le développement de l'Afrique, coïncident avec le Plan National de Développement (PND) de Madagascar. Akinwumi Adesina, président de la Banque l'a affirmé, lors de sa première visite officielle à Madagascar, au mois d'août dernier. « Madagascar est un pays aux grands potentiels. J'ai pu constater que les actions prioritaires du Gouvernement est en concordance avec les High-5 de la BAD. Durant mon mandat, les défis de cette institution visent à éclairer l'Afrique et lui fournir de l'électricité - Nourrir l'Afrique - Intégrer l'Afrique - Industrialiser l'Afrique - et Améliorer la qualité de vie des Africains. Nous nous engageons à appuyer Madagascar dans les efforts à entreprendre dans ces domaines, et je m'engage personnellement à intensifier la coopération de la BAD, avec ce pays. C'est pour cela que j'ai réservé trois

journées entières, pour cette visite d'Etat, alors que dans les autres pays, ce genre de visite ne dure jamais plus d'une journée », a noté le président de la Banque, lors de cette visite dans la Grande-île. Par ailleurs, l'expression de cet intérêt sur Madagascar ne se limite pas à ces trois jours de visite d'Etat. Le président Akinwumi Adesina sera, pour la deuxième fois, en mission à Madagascar, à partir de demain 24 novembre 2016.

Partenaire privilégié.

Au cours des 50 dernières années, le Groupe de la BAD a contribué au financement du développement de Madagascar à hauteur de 1,8 milliard USD. Au cours des deux dernières années, ce financement s'élève à 200 millions USD, en vue de soutenir la reprise économique. Aujourd'hui, le portefeuille actif du Groupe de la BAD à Madagascar comprend 10 opérations,

pour un montant d'engagement de 250 millions de dollars américains. Les secteurs prioritaires par l'institution concernent actuellement l'énergie, l'agriculture, l'industrialisation, l'intégration régionale et l'amélioration de la qualité de vie des populations. 600 millions USD seront mobilisés dans ce cadre, pour les quatre prochaines années. Aujourd'hui, Madagascar fait partie des pays les plus privilégiés par le Groupe de la BAD, dans les financements pour le développement.

Adoption d'un enfant malgache.

Près d'un tiers des enfants de moins de 5 ans sont frappés par la malnutrition en Afrique. A Madagascar, la moitié des enfants de groupe d'âge sont touchés par ce fléau. Un cas typique a été observé par Akinwumi Adesina, lors d'une visite à Betafo, région Vakinankaratra. Il s'agit d'Anthony Manampisoa Théophile Bertrand, un jeune garçon de 13 ans qui a été touché par la malnutrition, mais qui souhaite pourtant de devenir médecin. « J'ai parlé de ce cas avec ma femme. Nous avons décidé d'adopter cet enfant et l'envoyer dans les meilleures écoles, pour réaliser son rêve », a déclaré le président de la BAD, lors de la réunion de haut niveau, dans le cadre du Sommet des leaders africains pour le financement de la nutrition en octobre dernier. En effet, la rencontre avec Anthony et ses parents figure dans le programme de la visite officielle du numéro Un du Groupe de la Bad.

Rencontre du Ministre des Finances et du Budget avec le Président d'Investisseurs & Partenaires



Monsieur le Ministre des Finances a reçu Jean-Michel Severino, Président d'Investisseurs & Partenaires (I&P) depuis 2011 et qui a auparavant été à été directeur du développement au ministère français de la Coopération, Vice-président pour l'Asie de l'Est à la Banque Mondiale et Directeur général de l'Agence Française de développement (AFD) de 2001 à 2010. I&P est un groupe de fonds d'impact investment qui se spécialise dans le financement des PME en Afrique Subsaharienne en cherchant à maximiser les impacts économiques, sociaux, environnementaux et de gouvernance de ses entreprises partenaires.

Le Président d'I&P et son équipe ont exprimé la volonté du groupe I&P à soutenir et promouvoir un

développement inclusif à Madagascar à travers le financement des PME. Depuis son implantation à Madagascar, I&P a soutenu sept entreprises malgaches dans des secteurs très diversifiés. Monsieur Severino a annoncé la création d'un nouveau fonds d'investissement malgache qui sera en partie sponsorisé par I&P dans le cadre de sa stratégie IPDEV2. Ce dernier est un fonds de fonds qui va incuber et sponsoriser un réseau de 10 fonds d'impact africains sur la prochaine décennie. Le fonds malgache sera le quatrième fonds sponsorisé par IPDEV2 après ceux du Niger, du Sénégal et du Burkina. Ce sera un fonds evergreen de 15 milliards d'Ariary avec un tour de table majoritairement malgache et qui investira des montants entre 100 millions et 1 milliard

d'Ariary, avec l'objectif de financer 50 PME et startups à Madagascar sur un horizon de 10 ans.

Le Ministre Gervais Rakotoarimanana soutient cette initiative qui, selon lui, aura un fort impact sur le développement du secteur privé et aura également des retombées positives sur les recettes fiscales de l'Etat. En effet, un des objectifs d'impact du fonds consiste à renforcer les bonnes pratiques sociales et de gouvernance de ses entreprises partenaires, notamment à travers la formalisation de leurs activités et le paiement des impôts pour améliorer les dépenses publiques. Les investissements de ce fonds contribueront également à la création de 5000 emplois directs et à la structuration de filières dans le pays.



Royaume du Maroc et République de Madagascar : deux conventions signées pour le secteur financier

En marge du Sommet de la Francophonie, deux conventions ont été signées le lundi 21 Novembre 2016 au Palais d'Etat d'Iavoloha pour le secteur financier. Sa Majesté Mohammed VI, Roi du Maroc et Son Excellence Monsieur Hery RAJAONARIMAMPANINA, Président de la République Malgache ont honoré de leur présence la cérémonie de signatures.

La première convention consiste à mettre en place une politique fiscale ambitieuse mais réaliste et aux services de toutes et de tous. La Convention fiscale, basée sur l'élimination de la double imposition ou de la double non-imposition est le résultat de cette vision, économique et politique. Monsieur Gervais RAKOTOARIMANANA, Ministre des Finances et du Budget pour la partie malgache et Monsieur Mohammed BOUSSAHID, Ministre de l'Economie et des Finances pour la partie marocaine, ont procédé à la signature de cette convention fiscale entre les deux pays. Elle permettra à nos deux pays d'encourager les investisseurs potentiels à promouvoir encore plus

leurs offres tout en les protégeant. Le principe de la double imposition ou de la double non-imposition est un principe universel basé sur les modèles de conventions élaborées par l'Organisation de Coopération de Développement Economique (OCDE) et par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Ainsi, par son respect mutuel, Madagascar et Maroc pourront en tirer profit grâce à l'augmentation du flux des investissements directs étrangers, à la création de sociétés entraînant une augmentation du PIB et in fine à l'amélioration des recettes fiscales permettant un décollage réel de l'économie malgache.

La deuxième convention a été signée par Monsieur Gervais RAKOTOARIMANANA, Ministre des Finances et du Budget et représentant de la République de Madagascar et Monsieur Mohammed Bencheaboun, Président Directeur Général du Groupe Banque Centrale Populaire du Royaume du Maroc et représentant le Royaume du Maroc. La convention de partenariat rentre dans le cadre de la création d'un établissement de microfinance par le Groupe marocain

à Madagascar. Les deux parties, conscientes de la concordance de leurs missions en matière de lutte contre la précarité et la pauvreté, ont décidé de collaborer pour la mise en place d'un programme de microfinance. La convention permettra à des personnes économiquement fragiles de créer ou de développer leurs propres activités de production ou de service, et de disposer d'un ensemble de services financiers en vue d'assurer leur insertion économique. A travers ce programme de microfinance, le Groupe marocain s'est engagé à créer un établissement de microfinance tout en se conformant aux lois et règlements en vigueur régissant le secteur. Par ailleurs, il s'est engagé à mobiliser, seul ou en partenariat avec d'autres acteurs, les ressources financières et techniques nécessaires pour la réussite de ce programme. De son côté, l'Etat malgache s'est engagé à appuyer et à accompagner le Groupe Banque Centrale Populaire du Maroc dans ce projet en lui facilitant les démarches administratives requises pour son implantation et l'accomplissement de ses missions.